



Déclaration publique d'intérêts

Membres du conseil d'administration de la SFSE

Je soussigné(e) Elisabeth GNANSIA

Reconnais avoir pris connaissance de l'obligation de déclarer tout lien d'intérêts direct ou par personne interposée avec les entreprises, établissements ou organismes dont les activités, les techniques et les produits entrent dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme au sein duquel j'exerce mes fonctions ou de l'instance collégiale, de la commission, du conseil, du groupe de travail, dont je suis membre ou invité à apporter mon expertise, ainsi qu'avec les sociétés ou organismes de conseil intervenant dans les mêmes secteurs.

Je renseigne cette déclaration en qualité de Membre du Conseil d'Administration de la SFSE.

Je m'engage à actualiser ma DPI dès qu'une modification intervient concernant ces liens ou que de nouveaux liens sont noués, et au minimum annuellement même sans modification.

Il vous appartient, à réception de l'ordre du jour d'une réunion, de vérifier si les liens d'intérêt que vous avez déclarés ou qui pourraient apparaître de manière ponctuelle sont compatibles avec votre présence lors de tout ou partie de cette réunion et d'en avertir l'interlocuteur désigné au sein de l'institution et, le cas échéant, le président de séance, si possible, avant sa tenue. En cas de conflits d'intérêts, votre présence est en effet susceptible d'entacher d'irrégularité les décisions prises ou les recommandations, références ou avis émis et d'entraîner l'annulation.

1) Votre activité principale

1.1 Votre activité principale actuelle

Activité Libérale

Activité	Lieu d'exercice	Début (mois/année)	Fin (mois/année)

Activité salariée

Activité	Lieu d'exercice	Début (mois/année)	Fin (mois/année)

Autre (activité bénévole, retraité)

Employeur principal	Adresse de l'employeur	Activité Exercée au sein de l'organisme	Début (mois/année)	Fin (mois/année)
REMERA	7, rue Sainte-Catherine LYON	Présidente du Conseil Scientifique	Janvier 2007	
APESAC	29 rue des Oliviers Pollestres	Présidente du Conseil Scientifique	Juin 2018	

Article L. 1454-2 du code de la santé publique : « Est puni de 30 000 euros d'amende le fait, pour les personnes mentionnées aux I et II de l'article L. 1451-1 et à l'article L.1452-3 d'omettre, sciemment, dans les conditions fixées par ce même article, d'établir ou de modifier une déclaration d'intérêts afin d'actualiser les données qui y figurent ou de fournir une information mensongère qui porte atteinte à la sincérité de la déclaration. »

Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relativement à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant.



1.2 Vos activités exercées à titre principal au cours des 5 dernières années

Activité Libérale

Activité	Lieu d'exercice	Début (mois/année)	Fin (mois/année)

Activité salariée

Activité	Lieu d'exercice	Début (mois/année)	Fin (mois/année)
Médecin Expert en Santé Environnement, siège d'Engie	1, place Samuel de Champlain - Paris La Défense	Février 2009	Août 2018

Autre (activité bénévole, retraité)

Employeur principal	Adresse de l'employeur	Activité Exercée au sein de l'organisme	Début (mois/année)	Fin (mois/année)

Je n'ai pas d'activité à déclarer dans cette rubrique

2) Vos activités exercées à titre secondaire

2.1 Vous participez ou avez participé à une instance décisionnelle d'un organisme public ou privé dont l'activité, les techniques ou produits entrent dans le champ de compétence de la SFSE

Organisme (société, établissement, association,...)	Fonction occupée dans l'organisme	Rémunération	Début (mois/année)	Fin (mois/année)
		<input type="checkbox"/> Aucune <input type="checkbox"/> Au déclarant <input type="checkbox"/> A un organisme dont vous être membre ou salarié		
		<input type="checkbox"/> Aucune <input type="checkbox"/> Au déclarant <input type="checkbox"/> A un organisme dont vous être membre ou salarié		
		<input type="checkbox"/> Aucune <input type="checkbox"/> Au déclarant <input type="checkbox"/> A un organisme dont vous être membre ou salarié		

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

Article L. 1454-2 du code de la santé publique : « Est puni de 30 000 euros d'amende le fait, pour les personnes mentionnées aux I et II de l'article L. 1451-1 et à l'article L.1452-3 d'omettre, sciemment, dans les conditions fixées par ce même article, d'établir ou de modifier une déclaration d'intérêts afin d'actualiser les données qui y figurent ou de fournir une information mensongère qui porte atteinte à la sincérité de la déclaration. »

Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relativement à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant.



2.2 Vous exercez ou vous avez exercé une activité de consultant, de conseil ou d'expertise auprès d'un organisme entrant dans le champ de compétence de la SFSE

Organisme (société, établissement, association,...)	Sujet ou thème traité	Rémunération	Début (mois/année)	Fin (mois/année)
Membre du Comité de Rédaction de la revue <i>Environnement Risques et Santé</i>		<input type="checkbox"/> Aucune <input checked="" type="checkbox"/> Au déclarant <input type="checkbox"/> A un organisme dont vous être membre ou salarié	2007	
Cabinet d'avocats Rivkin Radler	Evaluation d'un effet tératogène	<input type="checkbox"/> Aucune <input checked="" type="checkbox"/> Au déclarant <input type="checkbox"/> A un organisme dont vous être membre ou salarié	Septembre 2017	Septembre 2018
		<input type="checkbox"/> Aucune <input type="checkbox"/> Au déclarant <input type="checkbox"/> A un organisme dont vous être membre ou salarié		

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

3) Les activités que vous dirigez ou avez dirigées et qui ont bénéficié d'un financement par un organisme à but lucratif dont l'objet social entre dans le champ de compétence de la SFSE

Actuellement et au cours des 5 années précédentes

Structure et Activité bénéficiaires du financement	Organisme à but lucratif financeur	Début (mois/année)	Fin (mois/année)

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

Article L. 1454-2 du code de la santé publique : « Est puni de 30 000 euros d'amende le fait, pour les personnes mentionnées aux I et II de l'article L. 1451-1 et à l'article L.1452-3 d'omettre, sciemment, dans les conditions fixées par ce même article, d'établir ou de modifier une déclaration d'intérêts afin d'actualiser les données qui y figurent ou de fournir une information mensongère qui porte atteinte à la sincérité de la déclaration. »

Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relativement à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant.



4) Participations financières dans le capital d'une société dont l'objet social entre dans le champ de compétence de la SFSE

Structure concernée	Type d'investissement

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

5) Autres liens d'intérêt que vous considérez devoir porter à connaissance de la SFSE

Élément ou fait concerné	Commentaire	Début (mois/année)	Fin (mois/année)
Ma fille est directrice marketing chez Redbul		2010	
Ma belle-fille est directrice d'une marque de L'Oréal		2007	

Nom, date et signature : Elisabeth GNANSIA

Fait à Paris le 13 décembre 2018

Article L. 1454-2 du code de la santé publique : « Est puni de 30 000 euros d'amende le fait, pour les personnes mentionnées aux I et II de l'article L. 1451-1 et à l'article L.1452-3 d'omettre, sciemment, dans les conditions fixées par ce même article, d'établir ou de modifier une déclaration d'intérêts afin d'actualiser les données qui y figurent ou de fournir une information mensongère qui porte atteinte à la sincérité de la déclaration. »

Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relativement à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant.